

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE
CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

Communiqué de presse

Les précaires bloquent les enquêtes à l'Insee

Les précaires de l'Insee sont en grève : plus d'un millier de vacataires sont concernés par l'arrêt des enquêtes

Les grévistes arrêteront une partie de leur travail tout au long du mois de mars. En effet, étant payé-e-s à la pige ils ne peuvent faire grève ensemble sur un ou plusieurs jours déterminés. Depuis janvier un mouvement de rétention concerne déjà une grande partie des enquêtes, mais suite à un revirement de la direction de l'Insee mi-février, cette fois-ci des enquêtes ne seront pas réalisées du tout.

Des enquêtes auprès des ménages, notamment l'enquête emploi qui détermine le taux de chômage, sont d'ores et déjà largement touchées. Le taux de chômage publiable début juin sera sujet à caution.

Mi-février, la direction de l'Insee a soudainement rompu les négociations engagées depuis deux ans sur le futur statut d'enquêteur. Elle a justifié être contrainte d'appliquer immédiatement la loi Sauvadet de résorption de la précarité dans la fonction publique.

Or cette loi, appliquée de manière immédiate aux enquêtrices et enquêteurs de l'Insee les précarisera davantage et risquera de pérenniser un « CDI de pigiste » déjà en place pour une trentaine d'enquêtrices et d'enquêteurs.

En effet, depuis 10 ans, cette trentaine de CDI pigistes ont déjà pu tester le peu de garanties offertes par leur contrat : baisse de la charge de travail, expulsion du réseau comme des vacataires, pas de congés payés, indemnisation maladie, maternité ou accident de travail dérisoires, etc.

C'est donc un refus catégorique à cette mesure, qu'oppose le réseau de pigistes de l'Insee. Ils demandent la validation immédiate des avancées déjà obtenues sur leur futur cadre d'emploi, et la garantie d'une rémunération au niveau des autres agents de l'Insee, sans gel de salaire.

Ils ont rejoint leurs collègues qui réalisent les relevés pour l'indice des prix

La négociation en cours pour le futur statut est source de conflit à l'Insee depuis plusieurs mois : depuis novembre 2011 les enquêtrices et enquêteurs prix mènent un mouvement qui s'est transformé en grève en décembre 2011.

Depuis cette date en effet certains prix ne sont pas relevés, notamment des prix volatils comme les carburants et certains produits frais. Dans un premier temps cela n'empêche pas la publication de l'Indice des prix, toutefois au fil des semaines, sa qualité en est de plus en plus dégradée.

Les enquêtrices et enquêteurs demandent des comptes à leurs autorités en région

A Toulouse, des enquêteurs se sont rassemblés à la direction régionale de l'Insee. Avec des agents fonctionnaires, ils ont interpellé ce matin le directeur régional sur ce conflit et les blocages des carrières à l'Insee. Le directeur régional n'a pu répondre, ce qui ne va pas contribuer à l'apaisement du réseau.

A Paris le 28 février 2012